Expériences d'histoire régionale

Pierre Barral

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1450>

DOI : 10.4000/alsace.1450

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2007

Pagination : 15-21

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Pierre Barral, « Expériences d'histoire régionale », *Revue d'Alsace* [En ligne], 133 | 2007, mis en ligne le 25 octobre 2011, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1450> ; DOI : 10.4000/alsace.1450

Expériences d'histoire régionale

En 1949, jeune agrégé, je suis allé demander un sujet de thèse d'Etat à Ernest Labrousse, que j'avais apprécié comme professeur et comme directeur de mon diplôme de maîtrise. Je ne songeais alors nullement à l'histoire régionale. Je suis né à Paris, où s'étaient établis mes ascendants, venus du Languedoc et de Normandie. J'y ai fait toutes mes études et je ne connaissais la province que par de brèves échappées de vacances. J'étais imprégné de la mentalité centralisatrice qui domine dans la capitale. Si l'enseignement de géographie m'avait ouvert à la diversité des régions, j'avais abordé l'histoire de France dans une optique unificatrice. J'avais feuilleté l'excellente collection grise de l'éditeur Boivin, *Les vieilles provinces de France*, mais je pensais confusément que le destin propre de celles-ci méritait l'attention pour le Moyen Age et pour les Temps Modernes, mais qu'à partir de la Révolution française, les affluents convergeaient en un flot commun. Sauf bien sûr la cession douloureuse de l'Alsace-Lorraine en 1871, qui sortait du cadre de l'histoire régionale et appartenait à l'histoire de France, même à l'histoire de l'Europe.

Mon maître Labrousse détenait alors une autorité rayonnante dans le domaine de l'histoire sociale. Il attirait les disciples par la vigueur de sa pensée et par l'entrain de son impulsion. Né en Charente, « bleu de l'Ouest », disait-il de lui-même, il sentait la nécessité de mieux percevoir à la base les évolutions nationales. A côté d'autres programmes, il suscita donc des monographies départementales sur le XIX^e siècle : le cadre du département, qu'on jugea arbitraire, correspondait au classement des archives. Il me persuada de m'engager dans cette voie. Brandissant la petite carte du calendrier des postes, il attribuait les territoires, comme jadis Napoléon les royaumes. Georges Dupeux venait de se voir confier le Loir-et-Cher, Maurice Agulhon reçut le Var ; un peu plus tard, d'autres, qui n'aboutirent pas, le Nord et la Marne. Pour moi, son premier choix fut l'Allier, qui à ses yeux associait heureusement le foyer ouvrier de Montluçon et le syndicalisme paysan du Bourbonnais. Je sollicitai donc ma nomination au lycée de Moulins. L'inspecteur général Maurice Crouzet, qui réglait les carrières, répondit qu'il n'y avait là aucun poste libre, mais il signala une vacance à Grenoble, dont je pus profiter. J'y gagnais un meilleur lot : le sujet d'études, le département de l'Isère, était plus riche encore et le séjour dans les Alpes certes plus séduisant.

Ma fonction d'enseignant au lycée Champollion facilita mon insertion dans la vie grenobloise. Le mariage m'y aida aussi, car mon épouse n'était pas fascinée par les

Ernest Labrousse (1895-1988)
Professeur d'histoire économique et sociale à la Sorbonne
Directeur d'Etudes à l'EMPE

attraits de la capitale : native de Mulhouse, où elle avait vécu la dure épreuve de l'annexion de fait, elle m'apprit à goûter la qualité de vie en province. Pour ma recherche, je bénéficiai de plusieurs atouts : aux Archives départementales une série M abondante et récemment inventoriée, un fonds de presse riche et multicolore, et les conseils éclairés de deux anciens, Edmond Esmonin et Ambroise Jobert. Introduit par ceux-ci, je pus recueillir de très nombreux témoignages sur la fin de la Troisième République, au chef lieu et dans tout le département que je parcourus à vélo. En été, l'accueil de mes parents à Paris me permettait de collecter aux Archives nationales et à la Bibliothèque nationale les compléments indispensables. Une fois par an, Labrousse me recevait longuement, avec une chaleur exigeante. Il me fit développer mon approche, au-delà de l'examen des élections et des partis selon le modèle Siegfried, en une large analyse sociale des classes, des revenus, des mouvements collectifs. Comme

il était foncièrement libéral, il me laissa pousser audacieusement jusqu'en 1940 et étoffer un chapitre religieux qui l'intéressait beaucoup moins.

Je soutins ma thèse à la Sorbonne en 1959, un peu après Georges Dupeux, un peu avant Paul Bois. André Armengaud et Philippe Vigier, élèves de Charles Pouthas, maître érudit et bienveillant, associèrent, eux, plusieurs départements voisins. Notre recherche restait assurément marquée par l'esprit de la centralisation parisienne. Notre maître était pleinement intégré dans la vie culturelle de la capitale et, parmi nous, Armengaud était seul un militant de l'occitanisme. Nous n'avons pas pris pour champ d'étude des régions périphériques particularistes, mais des départements de « la République une et indivisible ». Notre projet n'était pas d'analyser des revendications autonomistes, voire séparatistes, mais de scruter un échantillon représentatif d'un ensemble. Nous voulions saisir à la base les grands mouvements sociaux qu'on considérait toujours à l'échelle nationale, afin de confirmer, de préciser, de nuancer la validité des présentations globales qu'on en faisait.

Nos cinq manuscrits furent imprimés peu après et Jacques Rougerie en fit dans les *Annales E.S.C.* de 1966 un compte rendu global, nourri et personnel. Sous le titre provocant *Faut-il départementaliser l'histoire de France ?*, il s'interrogeait sur le programme : ce « vrai guide Joanne » apporte-t-il « la plus attristante petite histoire » ou « les modestes pierres d'un monumental édifice, d'une synthèse magistrale d'histoire contemporaine de la France » ? La juxtaposition des monographies constitue-t-elle « une somme ou un puzzle ? »

Surpris mais bienveillant, Rougerie constatait qu'« aucune de ces thèses ne ressemble à une autre » ; « parfois l'histoire locale s'identifie très heureusement au problème qui est la véritable matière de l'histoire » (la chouannerie dans la Sarthe de Paul Bois) ; ailleurs elle peut être « un utile sondage dont la valeur est largement extensible » (dans le Loir-et-Cher de Georges Dupeux). Il notait le succès d'« une conception économiste de l'histoire », sauf chez moi (mais « à un contre quatre il ne convainc pas »). Il admettait l'intérêt d'« aller voir fonctionner sur le tas, dans le vif, pourvu qu'ils ne soient pas trop minces, les ressorts locaux qui ont fait une substantielle part de l'histoire », « de décentrer les perspectives, de détrôner quelque peu la grande histoire ».

Le recenseur des *Annales* concluait : « A coup sûr, il y a plusieurs Frances et des plus diverses. A coup sûr, tous les phénomènes qui ont été observés jouent en se complétant ». Cependant, il avertissait : « A trop recommencer l'expérience, ne fatiguerait-on pas ? ». Le péril ne s'est pas concrétisé, car la veine a été abandonnée avant d'avoir produit quatre-vingt-quinze thèses départementales ; elles se seraient évidemment répétées. Mais la thèse sur le Var a encore été heureusement soutenue en 1969, et publiée en plusieurs volumes convergents. Dans les *Essais d'Egohistoire*, son auteur Maurice Agulhon explicite ses intentions : « La thèse économique et sociale départementale n'a jamais été un morceau d'histoire économique et sociale de la France. Elle fut en réalité le champ d'expérience dans lequel chaque chercheur découvrit et affina sa spécialisation future. Après quoi généralement il tente d'appliquer cette spécialité à l'échelle de la France ». Cet historien de classe a merveilleusement prouvé par la suite que l'apprentissage régional pouvait préparer à traiter avec succès les problèmes de grande ampleur.

C'est l'époque où le médiéviste Philippe Wolff lançait à Toulouse chez l'éditeur Privat l'ambitieux programme *Univers de la France*. Des interventions à venir présenteront plus longuement cette marqueterie des provinces et des villes. Je veux seulement exprimer ici mon admiration pour l'ardeur tenace et communicative du directeur de collection. Il a réussi à entraîner et à coordonner dans tout le pays une cohorte d'universitaires au caractère fort indépendant : ils ont intégré dans leurs textes l'acquis antérieur, leur apport individuel et les défrichements de leurs étudiants. J'étais devenu professeur à Nancy, par l'accord de Pierre Renouvin, notre patron à tous, et du doyen Schneider. A mon rang, j'ai été un petit soldat de cette nombreuse armée : dans l'*Histoire du Dauphiné*, conduite par Bernard Bligny, dans l'*Histoire de Nancy*, conduite par René Taveneaux, dans l'*Histoire de la Lorraine de 1900 à nos jours*, conduite par Jean-Claude Bonnefont. Cette œuvre collective a constitué assurément une étape décisive dans l'historiographie régionale de la France.

Pendant les années 1970, les Universités ont porté beaucoup d'attention au passé de leur champ de recrutement et de rayonnement. L'exemple qui me semble le plus original est l'effort de Paris X - Nanterre, sous l'impulsion de mon grand ami Philippe Vigier, pour scruter la vie ancienne de la banlieue parisienne. Cet espace, qui a beaucoup changé, était jusqu'alors *terra incognita*, dédaignée des Parisiens comme des provinciaux. Mais dans cette métropole de Strasbourg, je dois rappeler surtout le colloque *Régions et régionalismes en France du XVIII^e siècle à nos jours*, tenu en octobre 1974 dans le majestueux Palais universitaire. L'instigateur et le maître d'œuvre en fut Christian Gras, excellent connaisseur des mouvements sociaux. Sa compétence d'historien et son ouverture d'esprit l'avaient orienté sur ce thème. Son don de l'organisation laissait pressentir le recteur d'Académie qu'il deviendra une décennie plus tard, sous la présidence Mitterrand.

Le regretté doyen Georges Livet, chef d'équipe et maître de maison, déploya, dans cette circonstance comme dans bien d'autres, l'hospitalité généreuse qui était dans sa manière. Il suivit les débats de près et s'il intervint en spécialiste de l'intendance d'Alsace sous Louis XIV, il percevait également avec justesse les forces en jeu au XX^e siècle. En préface des Actes, il déclarait : « La Région est à l'ordre du jour ». La consolidation de cet échelon territorial était en effet un des axes de la réforme proposée par De Gaulle au referendum d'avril 1969. Après le rejet de celle-ci, la présidence Pompidou venait d'instituer en juillet 1972 des établissements publics régionaux, élus au suffrage indirect, aux compétences certes restreintes. L'impétueux Jean-Jacques Servan-Schreiber, élu en Lorraine, voulait davantage et revendiquait la création d'un « pouvoir régional ». La coïncidence n'est pas fortuite : on ne saurait contester que l'air du temps influence le choix des sujets que traite la recherche scientifique. Même si le chercheur aspire à l'objectivité et se méfie des modes intellectuelles. Georges Livet estimait donc le moment venu, « au sein du grand chœur des géographes, des économistes et des sociologues qui se sont emparés de la région, qui la pétrissent et la façonnent, de faire entendre la voix des historiens, plus d'ailleurs par vocation et par nécessité que par opportunité ».

L'affluence a été riche en quantité et en qualité : trente deux communications de spécialistes appréciés (dont déjà Gérard Cholvy) et deux dizaines de libres remarques

lors des discussions animées. En historiens conséquents, nous avons suivi l'ordre chronologique, selon une périodisation en quatre séances : la Révolution, le XIX^e siècle, l'entre-deux guerres, de 1939 à nos jours. Les rapports d'introduction ont été élaborés par Albert Soboul, Philippe Vigier, Pierre Guiral et Pierre Barral. La couverture géographique a été étendue : l'Alsace, la Bretagne, la Flandre, le Roussillon, la Corse, qui s'imposaient d'emblée, mais aussi le Nord, la Lorraine, la Savoie, le Loiret et d'autres terres en apparence bien intégrées. En outre, certains aspects ont été traités dans une optique globale : le facteur religieux, l'attitude du parti radical-socialiste, le rôle des premières stations de T.S.F.

Georges Dupeux (1920-1994)
Professeur à l'Université Montaigne
de Bordeaux

Les conclusions se sont situées à deux niveaux. Au plan national, on a mieux perçu les options du régime de Vichy, dans les principes et dans la pratique, les plans de développement régionaux de 1955 (grâce au témoignage du décideur, Pierre Pflimlin), les intentions du général de Gaulle et celles de l'opposition socialiste. Au plan régional, on a senti vibrer les revendications « nationalitaires », lorsque le militant breton Yann Fouéré s'est affronté au jacobin Michel Denis, à propos de l'expérience du Conseil consultatif provincial de 1942. En conclusion, Christian Gras a distingué du régionalisme traditionaliste, de culture conservatrice, ces mouvements périphériques récents plus radicaux, de sensibilité soixante-huitarde (auxquels il consacrera peu après sa *Révolte des régions d'Europe occidentale*). Il a toutefois invité à ne pas généraliser trop vite, à bien tenir compte de l'« inégale maturation des problèmes et des esprits ». Ces observations sélectives seront confirmées par l'expérience dans l'étape ultérieure, lors de la régionalisation administrative introduite en 1982 par Gaston Defferre.

Voici donc quelques souvenirs d'un vieux chercheur, qui est heureux d'avoir participé à ces chantiers animés, qui se sent ému d'évoquer les noms de collègues de qualité aujourd'hui disparus, et qui salue la relève prometteuse des jeunes historiens aujourd'hui à l'oeuvre.

Zusammenfassung

Ein alter Historiker erinnert an die Arbeiten auf dem Gebiet der Regionalgeschichte, woran er seit einem halben Jahrhundert teilgenommen hat.

- das von Ernest Labrousse gegründete Programme der Département-Monographien, die sozialen und politische Untersuchungen miteinander verbinden
- die in Toulouse erscheinende Reihe « Univers de la France » erarbeitet von einer zahlreichen Gruppe von Akademikern, die Philippe Wolff mit fester Hand leitete
- das reichhaltige, 1974 in Strasbourg abgehaltene Kolloquium über Regionen und Regionalismus in Frankreich, eine Initiative von Dekan Georges Livet und Christian Gras wobei das Thema zeitlich und räumlich bedeutend erweitert wurde.

Résumé

Un vieux chercheur évoque les entreprises d'histoire régionale auxquelles il a participé depuis un demi-siècle : le programme de monographies départementales lancé par Ernest Labrousse, qui associait étude sociale et étude politique pour tenter de cerner leur relation et qui suscita la question Faut-il départementaliser l'Histoire de France ? ; la collection toulousaine Univers de la France, élaborée par une cohorte serrée d'universitaires, que conduisait Philippe Wolff d'une main ferme ; enfin à Strasbourg en 1974 le riche colloque Régions et régionalismes en France, tenu à l'initiative du doyen Georges Livet et de Christian Gras, au domaine étendu sur deux siècles, qui distingua mouvements traditionalistes de culture conservatrice et revendications « nationalitaires », de sensibilité soixante-huitarde.

Summary

An experienced researcher looks back on his participation in regional history over the last fifty years: a series of regional monographies initiated by Ernest Labrousse who would combine social and political studies so as to try and define their relationships, asking the question "Should French history be regionalised?"; the collection "The world of France" published by a team of academics of Toulouse under the firm leadership of Philippe Wolff; last, the fruitful colloquy on "Regions and Regionalism in France" organised by Professor Georges Livet and Christian Gras, dealing with a period of two centuries, differentiating conservative, traditional enterprises from "national" claims in the wake of the May 68 protest movement.

Pierre Barral

Pierre Barral, né en 1926, agrégé 1948, professeur au Lycée Champollion de Grenoble 1949-1960, maître de conférences puis professeur à l'Université de Nancy (1960-1989), Professeur à l'Université Paul Valéry de Montpellier (1989-1995). Emérite depuis 1995.